



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

51979
Distr. GENERALE

E/ECA/PSD.5/32
15 janvier 1988

ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Cinquième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains**

Addis-Abeba, 21-28 mars 1988

**RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU PADIS (1986-1987), EXAMEN DU PROGRAMME DE
TRAVAIL (1988-1989) ET DU PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL
(1990-1991)**

A. Activités du PADIS au cours de la période 1986-1987

1. Durant cet exercice biennal, le Système panafricain de documentation et d'information (PADIS) a renforcé aussi bien son système de bases de données relatives au développement socio-économique en Afrique que son réseau d'institutions en Afrique participant au système et utilisant ses services. Il a organisé des activités de formation et fourni des services consultatifs aux Etats membres en matière de création et de maintenance de systèmes d'information.

Mise en place de bases de données

2. Plus de 1 700 entrées ont été ajoutées à la base données bibliographiques sur le développement socio-économique du PADDEV, portant ainsi le total à plus de 7 000 références. Des fonctionnaires ont entrepris au Togo et au Botswana des missions de formation de documentalistes pour la préparation d'index nationaux et on a ainsi imprimé les volumes DEVINDEX-Togo et DEVINDEX-Botswana. Le numéro 14 de DEVINDEX-Afrique a également été imprimé. En 1987, un nouveau modèle DEVINDEX a été mis au point : trois publications trimestrielles ont été produites à bon marché et livrées rapidement aux souscripteurs; une quatrième publication a été préparée comme index annuel cumulatatif dans un format de qualité supérieure destiné à un usage prolongé. La banque panafricaine de données statistiques (PADIS-STAT), conjointement produite par le PADIS et la Division de la statistique d" la CEA contient actuellement plus de 160 000 séries statistiques et couvre la période 1970-1986.

3. La base de données du répertoire PADIS-TCDC sur les experts africains va être profondément révisée, avec l'élaboration et la distribution de nouvelles méthodes de collecte de données; plus de 600 nouvelles entrées y ont été adjointes au cours de la période considérée. De plus, le PADIS a travaillé sur deux autres bases de données sur les experts: il s'agit d'une base de données sur les experts des institutions parrainées par la CEA et, en coopération avec la Section du personnel de la CEA, d'une base de données sur certains experts engagés à la CEA à court ou long terme.

4. Les travaux sur les nouvelles bases de données du PADIS relatives aux institutions de développement et à la recherche de développement en Afrique ont commencé. A cet égard, le PADIS a passé un accord de coopération avec le Projet de recherche des universités d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe dont le siège est à Dar-es-Salaam.

5. Le PADIS a continué d'acquérir et de mettre à jour des bases de données complémentaires produites par d'autres organisations; ces bases, qui sont accessibles en ligne sont utilisées pour la dissémination sélective de l'information (DSI) aux personnes qui ont souscrit à ce service. Il s'agit des bases de données suivantes: LABORDOC, produite par l'OIT et contenant plus de 24 000 entrées; INTIB (CNUDI) avec plus de 14 000 entrées; DEVSIS-CANADA (CRDI) avec plus de 6 000 entrées; DIS (Département des affaires économiques et sociales internationales de l'ONU) avec plus de 6 000 entrées; AGRIS (FAO) avec plus de 20 000 entrées et POPIN produit par la Division de la population de la CEA.

Services aux usagers

6. Au cours de la période considérée, le PADIS a créé trois services en vue de fournir des informations aux usagers du système ne disposant pas d'un accès direct: une lettre trimestrielle du PADIS donnant des nouvelles relatives au système ainsi que d'autres informations utiles a été lancée en 1986. Huit numéros ont été publiés en anglais et en français. Un service de diffusion sélective de l'information (DSI) a également été lancé en 1986 pour acheminer, chaque semestre, de nouveaux éléments d'information aux planificateurs, décideurs et chercheurs en fonction de leurs profils individuels. Toutes les bases de données bibliographiques installées au PADIS ont été utilisées pour assurer le fonctionnement de ce service qui compte actuellement 57 abonnés. En outre, on a créé un service de questions/réponses consistant en l'établissement de réponses individualisées aux questions sur le développement africain en utilisant des bases de données bibliographiques, statistiques et référentielles.

7. L'accès direct à toutes les bases de données a été fourni aux usagers des bureaux de la CEA, du BIT, du PNUD et de l'OUA à Addis-Abeba. Des négociations sont en cours pour étendre l'accès direct aux usagers de plusieurs bureaux gouvernementaux d'Addis-Abeba. Pour faciliter l'usage en ligne, un menu a été élaboré et installé, offrant ainsi de nouvelles bases de données aux usagers (annuaire téléphonique de la CEA, informations et résolutions de la CEA). Les problèmes liés à l'infrastructure en matière de télécommunications dans la région et le coût élevé des liaisons continuent d'entraver la fourniture de l'accès en ligne aux usagers du réseau du PADIS en dehors d'Addis-Abeba.

Cependant, l'accès a été facilité par l'installation de bases de données sur support magnétique, et notamment sur bandes et disquettes. Des bases de données statistiques ont été mises sur bandes en Algérie, au Bénin, au Maroc et en Tunisie et sur disquettes pour un ministère de la planification d'un pays situé hors d'Afrique. Des stages de formation à l'utilisation et à la maintenance des bases données ont été organisés pour toutes les installations susmentionnées.

8. Un progrès décisif a été réalisé dans le domaine de l'accès en ligne grâce au démarrage, en 1987, de la ligne de transmission alternative téléphonie-données (AVD) Addis/New York/Genève. A la fin de l'exercice biennal, des plans avaient été établis en vue de permettre une circulation de données entre l'ordinateur HP3000/58 de la CEA installé au PADIS et l'ordinateur IBM du Siège à New York. Une fois la liaison établie, les usagers de la CEA auront accès aux bases de l'ONU à New York et Genève.

9. De plus, le PADIS a mis au point les services des usagers et les produits ci-après:

Brochure/carte de réponses du PADIS: En 1987, le PADIS a publié une brochure et une carte de réponses (pour ceux qui souhaitent davantage d'information) sur le système et le réseau du PADIS, en insistant sur la manière dont les usagers peuvent utiliser les services du PADIS.

Missions relatives aux services des usagers: Le PADIS a organisé une mission sur le développement de services des usagers au Cap-Vert. Les possibilités de développement de services des usagers constituera l'un des principaux sujets du séminaire prévu en Gambie du 11 au 15 janvier 1988.

Etude des besoins des usagers: Afin de mieux satisfaire les besoins des usagers, le PADIS a recruté un consultant chargé d'étudier les problèmes d'utilisation de l'information dans trois pays africains. L'étude devrait être achevée en 1988.

10. Le PADIS a suivi l'évolution dans le domaine des applications des logiciels à la gestion des bases de données en participant aux réunions de groupes d'usagers MINISIS et CDS/ISIS et en envoyant plusieurs fonctionnaires suivre la formation dans le domaine des logiciels CDS/ISIS. Cette formation est particulièrement utile en ce sens qu'elle permet le passage des données des mini aux micro-ordinateurs et accroît ainsi grandement l'accessibilité des Etats membres aux bases de données du PADIS.

Formation du personnel dans les centres de documentation africains

11. Des séminaires nationaux pour la formation de personnel national de documentation ont été tenus en Ethiopie (deux séminaires), aux Seychelles, à l'intention de participants de Maurice et des Seychelles, en Gambie, pour des participants de Gambie et, à un niveau sous-régional, pour les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe (deux séminaires dont l'un était spécialement consacré à l'analyse documentaire, à l'indexage et à la création de fichiers directeurs) et pour les pays d'Afrique du Centre et de la sous-région des Grands Lacs. En plus de la formation au PADIS-STAT susmentionné, le PADIS a organisé conjointement avec la Division de la Statistique de la CEA un atelier régional pour des participants de 15 pays francophones sur l'utilisation et la maintenance des bases de données statistiques. Le PADIS et la Division de la Statistique ont également conjointement organisé un atelier sur l'utilisation de progiciels statistiques à l'intention de statisticiens et de planificateurs gouvernementaux des pays africains anglophones.

Centres nationaux participants

12. Cinq pays ont désigné leurs centres nationaux pour participer, en tant que centres de coordination, au réseau du PADIS en 1987, portant à 16 le nombre total des pays africains à l'avoir fait. Il s'agit des pays ci-après:

Algérie	Malawi
Bénin	Maurice
Botswana	Maroc
Cap-Vert	Niger
République centrafricaine	Soudan
Ethiopie	Seychelles
Gambie	Togo
Guinée	Zaïre

Une lettre priant instamment les pays qui ne l'ont pas encore fait de désigner leur centre national de coordination dès que possible a été préparée et soumise à la signature du Secrétaire exécutif.

13. Les centres nationaux participants ont reçu une assistance technique variée, dont notamment l'installation de bases de données (voir plus haut), la :

fourniture de services consultatifs, l'octroi de bourses et les activités de formation. A cet égard, des services consultatifs ont été fournis au Burkina Faso, à Djibouti, au Malawi, à la Somalie, au Soudan, au Swaziland et à la Zambie; des activités de formation ont été menées en Ethiopie; et des bourses ont été octroyées au Bénin et à la République-Unie de Tanzanie pour une formation au PADIS. Le PADIS a également participé à un atelier sur la création d'un système national d'information et de documentation au Botswana.

14. Des accords ont été signés et la préparation des emplacements a été entreprise pour les centres sous-régionaux du PADIS pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe à Lusaka (ESADIS) et pour l'Afrique de l'Ouest à Niamey (WADIS). La réunion des plénipotentiaires des Etats membres des Mulpoc de Gisenyi et de Yaoundé qui s'est tenue à Addis-Abeba les 10 et 11 Avril 1987 a décidé d'accepter l'offre du Gouvernement zaïrois d'accueillir le CADIS qui couvre les pays d'Afrique du Centre et les pays des Grands Lacs. Un arrangement provisoire a été passé avec le Centre de documentation de la Ligue des Etats arabes (ALDOC) pour qu'il accueille le Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Nord pour une période de trois ans. A cet égard, le PADIS a été associé à la création du Réseau régional/arabe d'information (ARISNET) par le Centre de documentation de la Ligue des Etats arabes, les deux institutions ayant en commun neuf Etats membres.

15. Le réseau du PADIS a connu une importante extension en janvier 1987 avec la création du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information des institutions régionales et sous-régionales parraînées par la CEA dont la CEDEAO. La première réunion plénière du Comité se tiendra en février 1988 et des réunions préparatoires ont déjà eu lieu. Grâce à ce Comité, le PADIS espère ajouter les bases de données des institutions participantes à son fichier PADIS-COM et les rendre ainsi disponibles sur l'ensemble du réseau.

16. Le PADIS a continué d'assurer le service des réunions du Comité technique régional qui a tenu ses deuxième et troisième sessions en 1986 et 1987. A la réunion de la Conférence des ministres de la CEA tenue à Addis-Abeba en 1987, il a été décidé de tenir les réunions de tous les organes subsidiaires de la CEA, y compris celles du Comité technique régional, une fois tous les deux ans. Ainsi, le Comité technique régional ne se réunira pas cette année.

Cependant, il convient de noter que la présente réunion, conformément à la résolution 498 (XIX) de la CEA, est chargée de proposer à la Conférence des ministres de la CEA, qui se tiendra à Niamey en avril 1988, cinq Etats membres qui désigneront leur représentant au Comité technique régional pour les quatre prochaines années.

17. Le PADIS a également fourni une assistance aux centres institutionnels participants en organisant une mission consultative à l'Institut du Sahel, à Bamako, pour renforcer les accords de coopération avec le Réseau sahélien d'information et de documentation scientifiques et techniques (RESADOC) et en participant à la troisième Conférence de l'Association des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur tenue à Hararé ainsi qu'à la réunion organisée par l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN) sur la mise en place d'un réseau régional africain de normalisation en matière d'information. A la demande de la CNUCED et du PNUD, le PADIS a participé à l'évaluation du Système automatisé de données douanières de l'Afrique de l'Ouest. Le PADIS a également, conjointement avec la Division des ressources naturelles de la CEA, élaboré un descriptif de projet à présenter au PNUD et qui vise à renforcer le service d'information et de documentation de l'Organisation du Bassin de la rivière Kagera.

18. Des échanges fréquents ont lieu avec l'UNESCO et le CRDI en matière de planification de stratégie pour le développement de systèmes d'information en Afrique. Le PADIS a organisé une importante mission transafricaine pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans le développement des systèmes d'information, en collaboration avec le CRDI et le Système de documentation de la Ligue des Etats arabes dont le but était de promouvoir des accords de jumelage entre les institutions situées au sud et au nord du continent dans le domaine du développement de l'information. Le PADIS entretient également d'étroites relations de travail avec le Conseil consultatif pour la coordination des systèmes d'information des Nations Unies dont le siège est à Genève.

B. Examen du programme de travail pour la période 1988-1989

19. Dans le programme de travail 1988-1989, les activités opérationnelles

du PADIS sont examinées dans les sous-programmes 7 et 8 du programme portant sur les questions et politiques de développement. Elles portent essentiellement sur la mise en place de bases de données, les services de coordination centrale et d'échanges d'informations et les services nationaux et sous-régionaux d'information et de documentation tout en continuant de traiter du renforcement des services de fourniture et de diffusion des informations des Etats membres.

20. Au titre du sous-programme 7.1 qui traite de la mise en place et de la maintenance de bases de données bibliographiques sur les questions sociales, économiques et technologiques, le PADIS fournira, en 1989, au Comité technique régional une étude des besoins des utilisateurs, produira chaque année une publication de DEVINDEX-Afrique comportant des données sur la femme et le développement; il poursuivra sa diffusion sélective de l'information destinée aux planificateurs, responsables, chercheurs et gestionnaires et publiera un manuel pour la description bibliographique destiné aux centres nationaux participants. Le PADIS produira également des références sur l'information en vue du développement (sur bandes magnétiques) à l'intention des centres nationaux et institutionnels participants. Les services de fourniture de microfiches continueront d'être rendus aux centres nationaux participants. Le programme continuera également d'assurer son service questions/réponses commencé en 1987.

21. Au titre du sous-programme 7.2 qui traite du développement et de la maintenance d'une base de données référentielles des experts africains, des institutions de développement et des projets en cours, un certain nombre de publications techniques seront produites dont deux numéros du Répertoire des experts africains, le Répertoire des projets de développement en Afrique et le Répertoire des institutions de développement en Afrique. Chacune de ces bases de données sera fournie sur demande, sous forme de bandes magnétiques, aux centres nationaux, sous-régionaux et régionaux participants. Le projet fournira également des services référentiels à partir de ces bases de données.

22. Au titre de son programme de formation à l'intention du personnel des centres africains de documentation et d'information (sous-programme 7.3), le PADIS produira deux publications techniques: un manuel pour les centres nationaux participant au PADIS et des directives relatives à la

commercialisation des produits de l'information. Ses activités opérationnelles comporteront six stages de formation sur les méthodologies PADIS à l'intention du personnel national des centres participants et deux séminaires régionaux à l'intention des utilisateurs des bases de données du PADIS.

23. Au titre du sous-programme traitant de la gestion du Bureau central de coordination du PADIS, les produits comporteront des rapports à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur l'utilisation des micro-ordinateurs dans les centres d'information/documentation en Afrique et le service du Comité d'informatique de la présente réunion ainsi que celle de 1989 du Comité technique régional du PADIS. La Lettre du PADIS continuera de paraître chaque trimestre, en anglais et en français, tout au long de la période biennal.

24. Dans le cadre des activités de son sous-programme visant à renforcer les services nationaux et sous-régionaux d'information et de documentation, le PADIS fera rapport, chaque année, à la Conférence des ministres de la CEA sur l'exécution du Projet PADIS ainsi qu'aux organes délibérants sur la création de centres sous-régionaux du PADIS. Au titre des activités opérationnelles, des activités de coopération techniques seront menées dans les Etats membres pour la création de centres nationaux du PADIS, y compris quatre missions consultatives dans les centres nationaux, sous-régionaux et régionaux du PADIS. Le PADIS organisera une réunion des chefs des centres nationaux, sous-régionaux et régionaux participant au PADIS.

C. Projet de programme de travail, 1990-1991

25. Aucun des organes du Secrétariat de l'ONU n'a encore préparé son programme de travail pour 1990-1991, l'Assemblée générale ayant décidé d'étendre le Plan à moyen terme pour 1984-1989 à la période 1990-1991 à titre exceptionnel afin de permettre la pleine participation des Etats membres à la préparation du prochain plan à moyen terme (résolution 41/213 de l'Assemblée générale). Ainsi, la troisième révision de l'actuel plan à moyen terme qui servira de cadre à la formulation du programme proposé devra être soumise à l'Assemblée générale pour approbation en 1988. Une fois cette révision approuvée, le programme de travail et le budget pour 1990-1991 seront ensuite établis.

26. Pour cette raison le PADIS ne peut pas actuellement formuler son projet de programme de travail pour la prochaine période biennale; cependant, il peut

présenter son projet de troisième plan à moyen terme révisé pour 1984-1989 qui couvrira la période 1990-1991. Dans ce projet révisé, le PADIS a proposé l'adjonction de deux nouveaux sous-programmes au programme principal sur les questions et politiques de développement en Afrique, à savoir le sous-programme 7 sur le service de traitement électronique de l'information et de traitement de textes pour le secrétariat de la CEA et le sous-programme 8 sur le développement des systèmes informatiques et services aux usagers. L'introduction de ces deux sous-programmes s'explique ainsi:

27. Dans la plupart des organismes des Nations Unies, les services de traitement électronique de l'information et les systèmes informatiques appartiennent à la même structure administrative. C'est notamment le cas au Siège, à New York. Cependant, à la CEA, les sous-programmes pour les services de traitement électronique de l'information et les systèmes d'information étaient dispersés dans différents grands programmes: le premier dans le programme sur l'administration et les services communs et le second dans les questions et politiques de développement. En regroupant les deux services étroitement liés (sous-programmes 7 et 8) dans le programme sur les questions et politiques de développement, on peut parvenir à une utilisation plus rationnelle et plus efficace des ressources en vue d'assurer une gestion et un fonctionnement plus efficaces des systèmes d'information aussi bien au secrétariat que dans les Etats membres africains. Cela permettra également une étroite collaboration entre ces services et systèmes et le Comité des innovations techniques récemment créé. La CEA a fait cette proposition de réorganisation de ces sous-programmes dans le cadre de l'examen des secteurs économique et social du système des Nations Unies et de la rationalisation du Secrétariat.

28. Les textes portant autorisation du sous-programme 7 proposé, les objectifs, les problèmes traités et les stratégies au titre dudit sous-programme sont les suivants:

a) Texte portant autorisation des travaux

29. Le texte portant autorisation des travaux au titre de ce sous-programme est la résolution 600 (XXII) de la Commission.

b) Objectifs

Fournir des services de traitement électronique de l'information et de

traitement de textes pour toutes les utilisations du secrétariat; maintenir des systèmes informatiques; former les utilisateurs internes à se servir des matériel et logiciel disponibles.

c) Problèmes traités

Alors que d'autres secrétariats d'organismes des Nations Unies ont informatisé les applications relatives à leurs activités de fond, à la gestion financière, à la gestion du personnel et à la gestion d'autres services administratifs, et ont ainsi amélioré de façon substantielle leur productivité, le secrétariat de la CEA n'a pu, faute de ressources, moderniser ses moyens informatiques et accroître sa productivité. La CEA est ainsi très en retard par rapport aux autres bureaux des Nations Unies dans le domaine des services informatiques et de la bureautique. Aussi, il importe d'accorder une attention particulière aux services de traitement électronique de l'information et de traitement de textes de la CEA durant cette période biennale afin de les porter au niveau des services similaires des autres bureaux des Nations Unies.

d) Stratégie

Durant la période 1990-1991, les actions suivantes seront entreprises: fourniture de micro-ordinateurs fonctionnant de façon autonome, en réseaux locaux et/ou connectés à l'unité centrale de traitement, aux administrateurs et aux agents des services généraux, des divisions organiques, de l'administration et des autres services de gestion; services permettant à la CEA d'accéder de façon permanente aux bases de données d'autres organismes des Nations Unies; échange accru de données et d'informations avec le reste du système des Nations Unies à travers un réseau de transmission de données; en collaboration avec la section de la formation de la CEA, formation d'utilisateurs internes aux applications des micro-ordinateurs; services consultatifs aux divisions organiques de la CEA et à l'administration, sur l'achat des équipements de façon à assurer un ratio optimal coût-performance et la comptabilité entre la CEA et le reste du système des Nations Unies; développement et maintenance du système d'exploitation, des bases de données et des progiciels d'application; fourniture d'une assistance technique et de services d'appui à la programmation aux divisions organiques de la CEA; maintenance du fichier d'adresses de la CEA; programmation et surveillance de la maintenance des équipements; conception et élaboration de programmes utilitaires et de nouvelles

applications pour fournir aux utilisateurs finals des systèmes de contrôle et de prévision en vue d'une meilleure planification.

Sous-programme 8

30. Le second sous-programme proposé par le PADIS est le sous-programme 8 sur le développement des systèmes informatiques et services aux usagers.

Il a été proposé pour les raisons suivantes:

31. Deux nouveaux sous-programmes ont été ajoutés au plan à moyen terme révisé 1984-1989; il s'agissait des sous-programmes 7 et 8 au titre du programme 3 relatif aux questions et politiques de développement en Afrique. Le sous-programme 7 (Services de coordination centrale et sous-régionale et d'échange d'informations) et le sous-programme 8 (Services nationaux et sous-régionaux d'information et documentation) contenaient les éléments essentiels du sous-programme proposé sur le développement des systèmes d'information et services aux usagers, mais manquait d'orientation générale. Le sous-programme 8 proposé combine les deux anciens sous-programmes en vue du développement des services d'information et des services aux usagers conformément à la résolution 600 (XXII) de la CEA. L'appel du PANUREDA pour une amélioration continue de la circulation de l'information indiquait également la nécessité d'un sous-programme concentré sur les systèmes d'information.

32. Ce nouveau sous-programme 8 remplace ainsi les anciens sous-programmes 7 et 8 du programme 3 sur les questions et politiques de développement en Afrique. Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme, les objectifs, les problèmes traités et la stratégie pour la période 1990-1991 sont les suivants:

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce programme sont les résolutions de la Commission ci-après: 359 (XIV); 438 (XVII); 469 (XVIII); 498 (XIX); 534 (XX); 581 (XXI) et 600 (XXII).

b) Objectif

Ce sous-programme a pour objectif de satisfaire les besoins des Etats membres en informations fiables et accessibles concernant les divers aspects du développement socio-économique en Afrique grâce à la création de bases de

données numériques et non numériques pour stockage et diffusion; d'aider les Etats membres et les institutions sous-régionales et régionales à mettre en place et à utiliser des systèmes d'information ainsi que de promouvoir l'échange d'informations entre les Etats membres dans le cadre de la coopération technique.

c) Problèmes traités

Les Etats membres doivent avoir un accès immédiat aux données nationales et comparatives sur le développement économique et social en vue de la planification et de la prise de décisions. Toutefois, si l'information requise est souvent disponible au niveau des services gouvernementaux ou des organisations internationales, les utilisateurs finals, notamment les planificateurs et les décideurs, n'y ont pas accès au moment opportun. L'infrastructure africaine en matière d'information et de documentation n'est malheureusement pas à la mesure des besoins de développement du continent. Le secteur de l'information a, pendant des décennies, été négligé, ce qui a fait que le rôle vital de l'information en tant qu'élément et produit de toute activité humaine a été, lui aussi, négligé. Une information convenablement organisée et gérée est la condition préalable du développement autonome de l'Afrique.

Les principaux problèmes qui entravent particulièrement l'organisation judicieuse de l'information et une bonne prestation des services d'information au niveau national en Afrique sont l'absence, dans la plupart des cas, de politiques et d'organes de décision en matière d'information, le manque de ressources humaines, matérielles et financières; le fait que les utilisateurs ignorent l'existence des données et les moyens d'y accéder et qu'ils sont peu enclins à rechercher des informations ou des données pour la planification et la prise de décisions; l'insuffisance des établissements de formation; la grave pénurie de spécialistes et de techniciens de niveau intermédiaire; le peu de considération à l'égard des documentalistes; les possibilités réduites en matière de formation aux techniques modernes de traitement de l'information; l'utilisation de méthodes dépassées de traitement, de stockage et de diffusion de l'information et le faible rang de priorité accordé aux systèmes et services d'information dans les plans nationaux de développement. L'échange inter-pays d'informations et de données d'expérience sur le développement a souffert de l'utilisation de méthodes de collecte et de classement des données incompatibles ainsi que de la mauvaise qualité des mécanismes de communication.

d) Stratégie pour la période 1990-1991

Les activités prévues au titre de ce sous-programme sont continues. Durant cette période, les activités ci-après seront menées:

- Fourniture de services consultatifs sur la formulation de politiques nationales en matière d'information, création de centres nationaux de documentation et renforcement des relations avec les autres éléments du réseau du PADIS;
- Mise en place de services d'utilisateurs de façon à encourager le recours au réseau grâce au développement de produits d'information nouveaux et à l'organisation de stages de formation à l'intention des utilisateurs;
- Formation du personnel des institutions nationales, sous-régionales et régionales à l'utilisation du réseau;
- Traitement de données économiques et sociales dans les bases de données et acquisition de bases de données à partir de sources commerciales et non commerciales;
- Formation du personnel des institutions régionales et des centres nationaux et sous-régionaux de documentation aux normes et méthodologies du PADIS.
- Instauration d'une coopération horizontale dans l'échange suivi d'informations;
- Fourniture des bases de données du PADIS sur support magnétique aux centres nationaux et institutions sous-régionales participants;
- Renforcement des centres sous-régionaux grâce à l'amélioration des relations avec les centres nationaux en vue de l'échange de données; et
- Publication à intervalles réguliers de certains éléments des bases de données et distribution d'autres produits d'information issus des bases de données tels que services questions/réponses, diffusion sélective de l'information et services de sensibilisation des usagers.

La Lettre du PADIS, DEVINDEX-Afrique et le répertoire des experts africains continueront de paraître. De nouvelles bases de données seront créées et celles en place seront modifiées conformément aux résultats des études sur l'évolution des besoins des utilisateurs.

33. Des travaux de recherche sur l'amélioration des méthodologies en ce qui

concerne le développement de bases de données statistiques et non numériques seront effectués. Des rapports techniques, de même que des indications sur l'utilisation du système PADIS seront publiés. Afin de fournir des directives pour le réseau, les comités techniques sous-régionaux et régionaux continueront à se réunir.